



COUT RÉEL DU REGISTRE DES ARMES D'ÉPAULE

(avril 2012)

Le coût du registre n'a jamais été de 2 milliards, ou même un milliard.

MISE EN ŒUVRE :

« Un milliard » représente le coût TOTAL de l'implantation du programme du contrôle des armes sur 10 ans, comprenant la lutte contre le marché noir, le dépistage des candidats aux permis de possession, la gestion des permis de possession, l'enregistrement, etc. (selon les rapports de la vérificatrice générale). Le licenciement de 2 millions de propriétaires (permis de possession) est l'élément qui a coûté le plus cher lors de l'implantation (bien plus que l'enregistrement des armes).

FONCTIONNEMENT :

Le fonctionnement du registre des armes à feu (soit l'enregistrement de toutes les armes, restreintes et non restreintes) a coûté 7,7 millions \$ en 2010-11, la dernière année complète pour laquelle l'information est disponible. L'enregistrement coûte 5 fois plus que le système des permis de possession. Les économies provoquées par l'abolition du registre des armes non restreintes se chiffrent entre 1 et 4 millions de dollars.

Courte analyse avec les sources [nos soulignés]:

Les coûts d'implantation:

Les rapports de 2002 et de 2006 de la vérificatrice générale, Sheila Fraser, ont "examiné les activités du Centre dans son ensemble", incluant « la lutte contre la contrebande », « le dépistage des candidats », « l'établissement d'un site central pour le traitement des permis et des données du registre (des armes) », « la formation de la police, des agents des douanes, des agents de la faune, des procureurs et du pouvoir judiciaire », ainsi que des fonds pour « le Service correctionnel du Canada et la Commission nationale des libérations » (articles 10.52 et 10.36, tableau 2).

En d'autres termes, le "milliard de dollars" a été dépensé sur 10 ans pour mettre en place une série de mesures, dont l'instauration des permis de possession qui elle – et non pas l'enregistrement des armes – s'est systématiquement avéré comme étant l'élément plus chère, selon la comptabilisation des coûts.

Fonctionnement :

Selon la GRC, le coût du maintien du registre de toutes les armes à feu se chiffrait à 7,7 millions \$ pour 2010-11, soit la dernière année de son fonctionnement intégral (enregistrement des armes restreintes et non restreintes).ⁱ

Économies liées à l'abolition:

Selon le rapport de la GRC: « Globalement, la PCP opère d'une manière rentable et efficace » (page 53).

En ce qui concerne les économies résultant de l'élimination de la composante des armes d'épaule du registre: « La portion d'enregistrement des armes de la PCP a été déterminé, par des sources indépendantes, en termes d'économies de coûts à la PCP, à une portée de 1.195 \$ - 3.65 millions \$ pour l'année initiale, et les années

subséquentes sera comprise entre 1,57 \$- 4,03 millions \$ selon la certification de classification qui seront encore nécessaires. » (page 54)

Source:

La source indépendante est un rapport établi par le cabinet de conseil de gestion Pléiade Canada Inc qui a examiné « *les risques et les avantages qui ont été identifiés par la direction en lien avec la mise en œuvre d'une loi semblable au projet de loi S-5 et essaie d'identifier une estimation raisonnable des économies potentielles de mise en œuvre de cette nouvelle législation.* » (Le Projet de loi S-5 consistait en une tentative antérieure des conservateurs d'abolir le registre des armes d'épaule).

Autre que d'énumérer une série de risques pour le public et la police si le registre devait être aboli (pages 9 et 10), le rapport indique que les économies au programme « au fil du temps: [sont estimés à] Total estimé continue des économies annuelles 1.570.000 \$ [à] Total estimé des économies annuelles en cours 4.025.000 dollars » (pages 4 et 5).

Il a également constaté que « Les dépenses réelles peuvent être comptabilisées comme suit : environ (50,56 M \$) pour les services de délivrance des permis et (11,16 M \$) pour les services d'enregistrement » (l'enregistrement comprend les armes d'épaule et les armes à autorisation restreinte, comme les armes de poing).

ENGLISH

Implementation costs:

Both the 2002ⁱⁱ and 2006ⁱⁱⁱ reports by Auditor General Sheila Fraser “examined the operations of the Centre as a whole”, including “combating trafficking”, “screening of applicants”, “establishing a central licence and registry processing site”, “training police, customs officers, wildlife officers, prosecutors, and the judiciary”, as well as funds for “Correctional Service Canada and the National Parole Board” (sections 10.52 and 10.36^{iv}, table 2^v).

In other words, most of the “billion dollars” was spent over 10 years to implement an array of measures of which licensing — not registration — consistently stands out as the more expensive item, according to cost breakdowns^{vi,vii}.

Operation costs:

According to the RCMP, the operation costs of the registry (for restricted and non-restricted firearms) were \$7.7-million in 2010-11, the last full year for which information is available.^{viii}

Savings:

According to the RCMP report^{ix}: “Overall, the CFP is operating in a cost effective and efficient manner” (page 53).

With respect to any savings resulting from the elimination of the long gun component of the registry: “The gun registration portion of the CFP has been determined, by independent sources, in terms of cost savings to the CFP, at a range of \$1.195-\$3.65 million for the initial year, and subsequent years will range from \$1.57-\$4.03 million depending on the classification certification that will still be required.” (page 54)

Source:

The independent source is a report^x by the management consulting firm Pleiad Canada Inc that examined “*the risks and benefits that have been identified by CFP management of implementing a Bill similar to Bill S-5 and*

attempts to identify a reasonable estimate of the potential savings of implementing this new legislation.” (Bill S-5 consisted of an earlier attempt by the Conservatives to abolish the long gun registry).

Other than listing an array of risks for the public and the police if the registry were to be abolished (pages 9 and 10), the report states that “program savings over time: [are estimated at] Total estimated ongoing yearly savings \$1,570,000 [to] Total estimated ongoing yearly savings \$4,025,000” (pages 4 and 5).

It also found that “Actual expenditures can be broken out as approximately (\$50.56 M) for Licencing Services and (\$11.16 M) for Registration Services” (registration includes long guns and restricted weapons like handguns).

ⁱ <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/mounties-cant-explain-projected-savings-of-scraping-the-long-gun-registry/article4711916/>

ⁱⁱ http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/English/parl_oag_200212_10_e_12404.html

ⁱⁱⁱ http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/English/parl_oag_200605_04_e_14961.html

^{iv} http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/English/parl_oag_200212_10_e_12404.html

^v <http://www.rcmp-grc.gc.ca/pubs/fire-feu-eval/pg3-eng.htm>

^{vi} <http://www.rcmp-grc.gc.ca/pubs/fire-feu-eval/pg3-eng.htm>

^{vii} Appendix 4: http://beta.images.theglobeandmail.com/archive/01023/Risks_and_Benefits_1023906a.pdf ;
Globe and Mail: <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/cost-of-long-gun-registry-a-fraction-of-what-tories-claim-report-shows/article1461884/>

^{viii} <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/mounties-cant-explain-projected-savings-of-scraping-the-long-gun-registry/article4711916/>

^{ix} <http://www.rcmp-grc.gc.ca/pubs/fire-feu-eval/eval-eng.pdf>

^x http://beta.images.theglobeandmail.com/archive/01023/Risks_and_Benefits_1023906a.pdf ;
Globe and Mail: <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/cost-of-long-gun-registry-a-fraction-of-what-tories-claim-report-shows/article1461884/>